

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 21/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

STEF Logistique MIDI-PYRÉNÉES LIMOUSIN

4 avenue des Tuileries
Eurocentre
31620 Villeneuve-lès-Bouloc

Références : AG/2023/358
Code AIOT : 0006808096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2023 dans l'établissement STEF Logistique MIDI-PYRÉNÉES LIMOUSIN implanté 4 avenue des Tuileries Eurocentre 31620 Villeneuve-lès-Bouloc. L'inspection a été annoncée le 17/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le suivi des incidents survenus les 14 et 22 décembre 2022 dans la cellule n°1. Ces incidents avaient conduit l'inspection à renforcer les mesures mises en place par l'exploitant en visant une surveillance renforcée de l'installation et notamment de la cellule n°1 impactée pour éviter tout nouveau départ de feu jusqu'à sécurisation complète du bâtiment.

La visite vise à vérifier que l'ensemble du bâtiment est désormais sécurisé afin de lever les mesures de surveillance imposées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF Logistique MIDI-PYRÉNÉES LIMOUSIN
- 4 avenue des Tuileries Eurocentre 31620 Villeneuve-lès-Bouloc
- Code AIOT : 0006808096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société STEF est spécialisée dans les activités de « supply chain » du froid qui visent à faire le lien entre les zones de production et de consommation en assurant l'acheminement des produits frais et congelés thermosensibles.

Le site localisé dans la ZAC Eurocentre, 4 avenue des Tuileries à Villeneuve-lès-Bouloc, permet d'assurer les fonctions logistiques de transit des produits alimentaires dans le sud-ouest.

L'exploitation comprend deux cellules de stockage à une température négative de moins 25°C.

Les seules opérations réalisées sur le site sont de nature logistique : déconditionnement, stockage, picking et expédition. Les produits stockés sont exclusivement des produits finis alimentaires surgelés à destination des grandes et moyennes surfaces de distribution.

Le site est soumis au régime de :

- l'autorisation au titre de la rubrique n° 4735-1.a pour une quantité d'ammoniac présente sur le site de 3 475 kg,
- l'enregistrement pour un volume de 68 820 m³ de stockage en installations frigorifiques au titre de la rubrique n° 1511,
- la déclaration pour la rubrique n°2921 (installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air) et de la déclaration pour la rubrique n° 2925 (atelier de charges).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en sécurité du site
- Respect des mesures d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de l'installation	AP de Mesures d'Urgence du 23/12/2022, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion des déchets produits par l'incident	AP Complémentaire du 17/02/2012, article 4.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence du 23/12/2022 ont été respectées.

La gestion de la grande quantité de déchets générés par les incidents a été réalisée conformément aux réglementations applicables.

Bien que les causes de l'incendie ne soient toujours pas connues, l'exploitant a su mettre en place l'ensemble des mesures adéquates afin de sécuriser les deux cellules et se mettre dans des conditions favorables à une reprise d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 23/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre tous les moyens et toutes les mesures nécessaires pour assurer une surveillance renforcée de l'installation, de type 24h/24h et 7j/7j, afin d'éviter tout départ de feu jusqu'à la sécurité complète du bâtiment. Les justificatifs liés aux mesures prises pour répondre à cette disposition sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Suite à l'incident, un gardiennage permettant une surveillance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 conformément à l'arrêté de mesure d'urgence susvisé a été mis en place par l'exploitant. L'agent en charge de la surveillance procédait à des rondes dans la partie sinistrée de la cellule n°1 toutes les deux heures. Des mains courantes de ces opérations de surveillance ont pu être consultées, par sondage, lors de la visite et ne présentaient aucune remarque. Lors de la visite, l'inspection a constaté que la cellule n°1 était exempte de toute marchandise. L'évacuation des déchets et leur suivi ont été traités sur la fiche de constat suivante. L'exploitant a ensuite pu justifier de possibilité de reprise d'activité sur la cellule n°2 en fournissant : - le bon de travail n°17664816 de la société de maintenance du système de détection incendie du 16/02/2023 mentionnant une veille de ce dispositif reprenant un seul défaut sur les batteries de secours de la centrale incendie ;- - le bon de travail n°18263527 de la société de maintenance du système de détection incendie du 20/04/2023 indiquant un système de détection opérationnel sur la cellule 2. Lors de la visite, la centrale de défense incendie répertoriait un détecteur optique désactivé (n° 03005 en zone 17) entre la cellule 1 et 2. L'exploitant a indiqué que ce détecteur déclenchait de manière intempestive à cause de la condensation produite par la différence de température entre les deux cellules et que ce dernier a donc été volontairement désactivé. L'inspection demande à l'exploitant de fournir un justificatif indiquant que la désactivation du détecteur susmentionné ne remet pas en cause le niveau de détection incendie de la cellule n°2. L'exploitant a également indiqué avoir aménagé une partie de la cellule n°1, impactée par l'incendie, en couloir de transit pour les produits entre la cellule n°2 et les quais de chargement. Ce couloir se situe sous la mezzanine et n'est actuellement pas équipé de dispositifs de détection incendie ni de moyens de défense contre l'incendie. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un niveau de détection incendie ainsi que des moyens de lutte contre l'incendie adaptés à l'activité de la zone concernée (couloir de transit). L'ensemble des dispositions imposées par l'arrêté de mesure d'urgence susvisé ont été respectées durant la période d'évacuation et de sécurisation de la cellule n°1. La visite a permis de constater que les conditions de levée du gardiennage sont réunies.
Type de suites proposées : Susceptibles de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des déchets produits par l'incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/02/2012, article 4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque enlèvement de déchets, les renseignements minimums suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques..) et conservés par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• code du déchet selon la nomenclature ;• origine et dénomination du déchet ;• quantité enlevée ;• date d'enlèvement ;• nom de la société de transport et numéro d'immatriculation du véhicule autorisé ;• nom de l'éliminateur ;• nature du traitement / de l'élimination réalisée
Constats : L'incendie a rendu impropre à la consommation l'ensemble des marchandises alimentaires stockées dans les cellules n°1 et n°2. Les produits concernés nécessitant une conservation à température négative, l'exploitant indique avoir dû abaisser la température de la cellule en dessous de 0°C afin d'éviter un risque sanitaire pendant la période nécessaire à l'organisation de l'évacuation des marchandises. L'exploitant indique ensuite avoir procédé à l'évacuation des marchandises vers des filières spécialisées. L'opération s'est déroulée entre le 18/01/2023 et le 04/04/2023 et a représenté une rotation de 140 véhicules lourds. Suite à cette évacuation, l'exploitant a procédé à un nettoyage et à une désinfection complète de des cellules. Les eaux résiduelles relatives à ce nettoyage ont été stockées sur site puis évacuées en tant que déchet. Des tickets de suivi de déchets ont été émis et consultés par l'inspection par sondage : <ul style="list-style-type: none">• ticket n°158915 du 24/03/2023 concernant l'enlèvement de biodéchets (palettes) ;• ticket n°159107 du 28/03/2023 concernant l'enlèvement de biodéchets (palettes) ;• ticket n°84695 du 01/02/2023 concernant l'enlèvement de biodéchets (vrac). Les renseignements minimums nécessaires étaient bien mentionnés sur les documents consultés. L'exploitant indique que la société, intervenant pour le nettoyage et la désinfection des cellules, stocke les eaux de lavages et consommables utilisés sur des bacs de rétention. Les déchets sont ensuite évacués et retraités dans des filières adaptées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet